

## 14<sup>es</sup> Rencontres Farre : « Effarez-vous ! »

**280 PERSONNES ONT PARTICIPÉ AUX 14<sup>ES</sup> RENCONTRES FARRE, LE 12 JANVIER À L'ASSEMBLÉE NATIONALE SUR LE THÈME DE LA RÉMUNÉRATION DES SERVICES ENVIRONNEMENTAUX. L'OCCASION POUR L'ÉCRIVAIN ERIK ORSENNA, GRAND TÉMOIN DE CETTE JOURNÉE, D'ASSÉNER QUELQUES CONVICTIIONS.**

Le thème pouvait paraître un peu technique et réservé à quelques initiés mais le troisième sous-sol de l'Assemblée nationale a fait salle comble, le 12 janvier, pour écouter la quinzaine d'intervenants qui se sont succédé afin d'expliquer comment les différents services rendus par les agriculteurs pouvaient être monétarisés.

Dominique Bureau, du ministère de l'Écologie, a tout d'abord expliqué qu'un foisonnement d'instruments existait pour rémunérer les services environnementaux et qu'en France cela concernait surtout la préservation de la ressource en eau et la protection des bassins-versants. Du côté européen, la réforme de la Pac, qui fait l'objet de nombreuses réunions prépa-

ratoires dans tous les états européens, pourrait pour la première fois reconnaître et rémunérer certaines fonctions environnementales rendues par les agriculteurs. Les premières orientations données par le Commissaire européen laissent entendre qu'une composante écologique serait prise en compte dans le versement des aides du premier pilier et que le second se focaliserait d'avantage sur la gestion durable des ressources. Maud Labat, de la représentation permanente de la Commission européenne à Paris, a ainsi précisé que l'analyse d'impact menée par la Commission visait à retenir les pratiques les plus pertinentes. Erik Orsenna, académicien et grand témoin de cette journée, a été très ferme



Exhortant les agriculteurs à mieux communiquer sur l'amélioration de leurs pratiques, Erik Orsenna a lancé à la salle: « Effarez-vous ! »

dans ses convictions pour rappeler que l'agriculture biologique était une forme d'agriculture durable mais qu'il « fallait arrêter de dire que c'était la solution pour nourrir toute la planète ». Optimiste sur la capacité des agriculteurs à relever les défis environnementaux, Erik Orsenna s'est dit prêt à être le « scribe » de l'association Farre pour rendre plus lisible l'ensemble des efforts réalisés par les agriculteurs. ■ G.M.

### Sur le xif...

#### > FARRE EN DIRECT DU SALON DE L'AGRICULTURE

Du 19 au 27 février, à Paris, à la Porte de Versailles, venez à la rencontre des agriculteurs du réseau Farre sur le stand hall 2-2, allée A. Cette année, « les agriculteurs exaucent vos souhaits », et vous invitent à venir exprimer sur un arbre à souhaits vos attentes en termes d'agriculture et d'environnement. Les agriculteurs seront aussi présents sur l'Odyssée végétale, dont le thème sera « La cité fertile ».

## Plus vite, plus loin, plus fort

#### CHRISTOPHE GRISON, PRÉSIDENT DE FARRE, A PROFITÉ DE CE COLLOQUE POUR INTERPELLER LE MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET L'ENCOURAGER À L'ACTION.

Christophe Grison a souligné l'approche positive menée dans le cadre de l'Objectif Terres 2020 mis en place par le ministre de l'Agriculture. « Nous soutenons pleinement cette initiative mais de grâce allons plus vite, plus loin et plus fort », a-t-il insisté. Plus vite, car le dispositif de certification à Haute valeur environ-

nementale piétine depuis trop longtemps. Plus loin, parce que les agriculteurs sont prêts à s'investir à condition que la nouvelle certification allège les contrôles conditionnalité et soit assortie d'une communication forte et lisible aux yeux de tous. Plus fort enfin, car les contributions environnementales rendues par les agriculteurs doivent être reconnues et rémunérées comme telles pour qu'un maximum d'agriculteurs aborde l'environnement d'une manière proactive. ■

C.R.



Face aux enjeux environnementaux, l'heure n'est pas au découragement, mais au contraire à la mobilisation.



**Jean-Louis Bernard**, correspondant national de l'Académie d'agriculture de France

## Protection intégrée des cultures: le fondement des méthodes de lutte

À l'occasion de la réédition de l'ouvrage de référence *Histoire de la protection des cultures* auquel il a participé, Jean-Louis Bernard livre sa vision de l'évolution récente de la protection des plantes.

### Farre: Comment la protection intégrée des cultures a-t-elle vu le jour ?

■ **JEAN-LOUIS BERNARD**: La protection moderne des cultures a débuté il y a plus de 150 ans avec la mise au point d'outils mécaniques destinés à lutter efficacement contre les mauvaises herbes et avec l'emploi du soufre en poudre pour contenir l'oïdium de la vigne. Dynamisée par la dispersion à travers le monde de nombreux fléaux destructeurs, tel le mildiou de la pomme de terre en Europe, la recherche a exploré des pistes variées comme la prophylaxie, la génétique, les moyens de lutte physique, biologique ou chimique... Forte de ces apports multiples, la notion de protection intégrée a ainsi vu le jour avant même l'arrivée de la chimie de synthèse. Dès 1940, un entomologiste pionnier de la lutte biologique comme Paul Marchal estimait que, dans l'avenir, seule la combinaison rationnelle des

méthodes permettrait d'assurer le succès dans le domaine de la lutte contre les grands ennemis des cultures.

### Où la protection intégrée des cultures en est-elle aujourd'hui ?

Il faut toujours beaucoup de temps pour qu'un concept aussi complexe devienne l'ordinaire des pratiques du plus grand nombre. Expérimentée dans les années 1960, codifiée vers 1975, la protection intégrée a été progressivement adoptée par des agriculteurs pratiquant la culture sous abri, puis par des arboriculteurs et des viticulteurs. Aujourd'hui, il est clair que ses principes guident étroitement la mise au point des méthodes de lutte. Toutefois, et pour différentes raisons, les principes de protection intégrée sont encore rarement appliqués à l'ensemble du dispositif qui concerne les rotations et les assolements des exploitations de grandes cultures.

### En quoi la protection intégrée pourrait-elle apparaître comme insuffisante ?

À l'origine, la majorité des méthodes de protection intégrée a été mise au point pour lutter contre des ravageurs.

On est moins avancé en ce qui concerne la maîtrise des maladies et des adventices, ce qui ne doit pas empêcher de progresser, en particulier par un examen renouvelé et régulier des différentes ressources imaginables pour envisager une lutte indirecte. C'est-à-

« En matière de protection raisonnée, chaque avancée est une petite victoire, une satisfaction personnelle, un encouragement à passer à une étape supplémentaire »

► Mettre en application la protection intégrée, c'est passionnant pour un agriculteur qui ne veut pas se contenter des recettes toutes faites avec emploi de produits chimiques de synthèse.

Cela exige de notre part des observations régulières, des connaissances techniques pour apprécier les risques



**ÉTIENNE BENOIT**  
ARBORICULTEUR FARRE  
DE LA MEUSE.

et décider sur la base de seuils de tolérance.

dire qu'il faut réévaluer et faire connaître la faisabilité, la valeur pratique et le coût des actions qu'il est possible pour un exploitant de mettre en place en dehors de la période où les bioagresseurs sont capables de faire des dégâts.

**Quelle différence fait-on entre protection et production intégrées ? Quelles sont les perspectives en la matière ?**



FARRE

Les principes de la protection intégrée guident aujourd'hui étroitement la mise au point des méthodes de lutte.

Pour la FAO (organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et l'OILB (Organisation internationale de lutte biologique et intégrée), la protection intégrée des cultures se définit comme l'application d'un « ensemble de méthodes satisfaisant les exigences à la fois écologiques, économiques et toxicologiques en réservant la priorité à la mise en œuvre délibérée des éléments naturels de limitation et

en respectant les seuils de tolérance ». Le concept de production intégrée ne s'adresse plus au seul domaine de la protection des cultures, mais à l'ensemble des postes constitutifs de l'agrosystème. Il s'agit d'une approche globale qui demande à ce que soient pris en compte des domaines aussi différents que la conservation des sols, la fertilisation, la biodiversité, l'énergie, les déchets, le bien-être animal, les méthodes d'audit

et de contrôle... en regard de critères environnementaux, économiques et sociétaux. Le niveau de complexité n'est pas le même mais en réalité, tout est lié. Progresser dans le domaine de la protection intégrée conduit à s'intéresser quasi automatiquement aux postes constitutifs de la production intégrée et donc, à progresser dans ce sens. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR  
CLAUDE RICHARD

La satisfaction est, par exemple en arboriculture, de réussir à équilibrer la faune auxiliaire de son verger, permettant ainsi la suppression d'acaricides contre les acariens phytophages ou d'insecticides contre le psylle du poirier. L'idéal, l'utopie, serait de réussir à terme à produire intensivement de beaux et bons fruits sans avoir recours à des intrants chimiques de synthèse, travaillant alors sur la base d'une maîtrise optimale des équilibres biologiques complexes dans les vergers et en n'employant que des solutions d'origine naturelle non toxiques, non polluantes pour maîtriser les ravageurs et surtout pour contrôler le développement des maladies et des adventices...

Évidemment, nous n'y sommes pas encore, mais les agriculteurs attendent de la recherche scientifique qu'elle s'engage fortement dans cette direction pour trouver les solutions alternatives de demain. Protection intégrée ou production intégrée, je partage le point de vue de Jean-Louis Bernard. Un agriculteur engagé dans la protection intégrée va inévitablement utiliser des solutions relevant de la production intégrée pour améliorer la qualité sanitaire de ses productions. J'ai en mémoire cet exemple des années 1970 où l'apport de fientes de volaille non compostées dans un verger peu fertilisé a certes fait progresser les rendements, mais a fait exploser les populations d'acariens

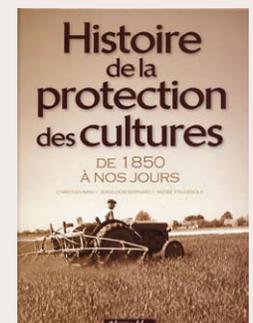
phytophages. Ou cet autre exemple de très fortes attaques de carpocapse sur pommes alors qu'à proximité du verger étaient stockés les palox vides de la récolte précédente dans lesquels les insectes s'étaient nymphosés durant l'automne. Pour conclure, je peux comparer la protection intégrée à un sentier à escalader pour atteindre un sommet. Chaque marche gravie est une petite victoire, une satisfaction personnelle et un encouragement pour se préparer à la suivante. On ne peut pas partir à l'aveuglette, on ne peut pas monter plusieurs marches à la fois, on doit assurer ses arrières, on est tellement heureux d'approcher du sommet!

## > HISTOIRE DE LA PROTECTION DES CULTURES : DE 1850 À NOS JOURS

La protection des cultures, sa raison d'être et ses objectifs, sont mal connus du public. Cette discipline recouvre l'ensemble des méthodes utilisées, en France et dans le monde, pour minimiser les ravages exercés sur les récoltes par les champignons parasites, les insectes, les rongeurs, les mauvaises herbes... Comment la protection des cultures était-elle gérée autrefois? Quand, comment et pourquoi les méthodes de protection ont-elles vu le jour? Comment ont-elles évolué? Autant de questions auxquelles répond cet ouvrage qui souhaite donner un panorama complet de ce qui a existé et rendre un éclairage sur les pratiques actuelles et leurs origines. Richement illustrée de photographies et de fac-similés rares, voire uniques et documentée de textes d'époque, cette édition explique les changements intervenus dans nos campagnes au cours des 150 dernières années et dessine les grandes tendances qui modèlent l'avenir.

Cinq chapitres rythment l'histoire de la protection des cultures : l'agriculture à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'époque des découvertes : de l'eau céleste à l'acide sulfurique, le protectionnisme (1900-1940), le grand boom de la protection des cultures (1945-1990), les techniques modernes et défis du futur.

« Histoire de la protection des cultures : de 1850 à nos jours » de Christian Bain, Jean-Louis Bernard, André Fougeroux - Éd. Champ libre - novembre 2010 - 256 pages - 32 €



Réseau énergie et GES

## Des étudiants énergiques

Réaliser une enquête Énergie & gaz à effet de serre (GES) auprès d'agriculteurs et concevoir la trame de panneaux de communication, voici la tâche relevée par cinq étudiants de l'école de Sup Agro de Montpellier. À l'origine de ce projet, la création à Farre d'un réseau « Énergie et GES » avec la volonté de sensibiliser le grand public aux enjeux de l'énergie sur les exploitations agricoles.

Laura Esperandieu, Sixtine Lamy, Robin Coinus, Pierre Bloch et Maxence Plouviez sont allés à la rencontre des douze agriculteurs du réseau afin d'apprécier leurs différentes approches et leurs spécificités en matière d'énergie et de GES. Aidés par leurs propres recherches et par les partenaires professionnels du réseau, les étudiants ont préparé des questionnaires pour prendre entièrement connaissance des systèmes d'exploitation. L'échange avec les agriculteurs passionnés et soucieux d'améliorer leurs pratiques a été encore bien plus riche en information que n'importe quelle enquête papier !

Des techniques culturelles spécifiques pour réduire la consommation de carburant en passant par l'utilisation des légumineuses, ou bien encore par la méthanisation ou par le compostage, les élèves ont répertorié l'ensemble des techniques allant dans le sens d'une réduction des émissions et des consommations.



Plateforme de compostage des déchets verts chez Yves Debien et Éric Sabourin (SCEA La Baie des champs dans la Vienne)

Au total onze pratiques déjà mises en œuvre par les agriculteurs ont été relevées et mises en forme sur des panneaux de communication à destination des visiteurs.

La seconde étape a été de synthétiser, de manière schématique, le fonctionnement de l'exploitation en indiquant les postes émetteurs de GES ou consommateurs d'énergie directe et indirecte (par exemple : l'achat d'intrants, les pertes de chaleur au niveau des bâtiments d'élevage, les travaux de récolte, la fertilisation azotée...). Ce travail fournira à l'agriculteur un support visuel et pédagogique de son exploitation, pour mieux sensibiliser les visiteurs à la complexité de la performance énergétique.

La prochaine étape sera la réalisation du diagnostic DIA'TERRE, qui déterminera sur quels postes des améliorations sont envisageables. Il apportera des données chiffrées qui viendront compléter les panneaux de communication des exploitations Farre du réseau « Énergie et GES ».

M.H.

Unité de méthanisation chez Philippe Colin (Gaec de la Grivée en Haute-Marne).



D.R.

## En bref

### > MIEUX CONNAÎTRE FARRE

À l'occasion du Salon de l'agriculture, Farre se dévoile complètement en éditant une nouvelle plaquette de présentation. « Nous avons souhaité, à l'aide de cette plaquette, précise Christophe Grison, président de Farre, récapituler l'action de notre association qui peut se résumer en trois mots clés : innover, écouter et convaincre. Cette démarche s'inscrit dans notre campagne de recrutement de nouveaux agriculteurs pour participer à nos actions. Nous voulons élargir notre réseau, notamment dans les départements où nous ne sommes pas présents. »



### > ACTES

La synthèse des 14<sup>es</sup> Rencontres Farre « Services environnementaux : qui paye ? » (qui se sont tenues le 12 janvier à l'Assemblée nationale) est parue et est téléchargeable sur le site [www.farre.org](http://www.farre.org)



Ont participé au forum de l'environnement :

**L'équipe de Farre,**  
Nadège Redler, Claude Richard,  
Gilles Maréchal, Marion Huré  
19, rue Jacques-Bingen  
75017 Paris  
Tél. : 01 46 22 09 20  
Fax : 01 46 22 02 20  
Site : [www.farre.org](http://www.farre.org)

PRATIQUES AGRICOLES - ENVIRONNEMENT - PROGRÈS TECHNIQUES - ÉCHANGES & PARTAGES

## Vous aussi rejoignez le réseau FARRE !

- Vous êtes agriculteur. vos expériences dans le cadre d'une démarche de progrès. machinisme, biodiversité, énergie, sécurité au travail...).
- Vous voulez vous engager dans une démarche de certification environnementale.
- Vous êtes intéressés par les activités de FARRE et de l'un de ses réseaux spécialisés (sol, protection intégrée, Pour plus d'informations, contactez l'association FARRE

Tél. : 01 46 22 09 20  
Mail : [farre@farre.org](mailto:farre@farre.org)